



Revue de presse



Jeudi 18 juillet 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de deux projets de décrets exécutifs liés à la prévention interne du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, ainsi que des exposés relatifs aux secteurs du logement, de l'agriculture et de la sécurité routière, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

ABEF: Les crédits à l'économie ont dépassé les 13.000 milliards de DA en 2023

Les montants des crédits alloués à l'économie nationale par les banques de la place sont passés de 12.000 milliards de DA en 2022 à un peu plus de 13.000 milliards de DA en 2023, a indiqué mercredi le délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid.

Blanchiment d'argent et financement du terrorisme au menu de la réunion du gouvernement : L'exécutif adapte la législation

Lors de sa réunion, présidée hier par le Premier ministre Nadir Larbaoui, le gouvernement a examiné deux projets de décrets exécutifs liés à la prévention interne du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Finance islamique : Passer à la vitesse supérieure

Sept banques publiques et treize banques privées activent dans le domaine de la finance islamique en Algérie, a affirmé, hier Mohamed Boudjelal, expert en économie lors de son passage au forum d'Echaab sur la thématique " Banque et investissement dans la finance islamique". Cet expert a donné de prime abord un aperçu sur l'évolution de la finance islamique en Algérie, soulignant que des banques étrangères ont demandé des autorisations pour ouvrir des banques privées de la finance islamique en Algérie, une seule a pu l'obtenir.

Les crédits accordés à l'économie en 2023 ont dépassé les 13 000 milliards de DA : Le moral des investisseurs au beau fixe

Les montants des crédits alloués à l'économie nationale par les banques de la place sont passés de 12.000 milliards de DA, en 2022, à un peu plus de 13.000 milliards de DA, en 2023, a indiqué, hier, le délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd.

S'exprimant sur les ondes de la radio nationale, M. Belaïd a expliqué cette évolution par «une reprise de l'activité économique, grâce aux encouragements mis en place par l'État pour soutenir l'investissement, lesquels rendent les projets présentés au niveau des banques plus rentables».

[Le FMI confirme ses attentes pour l'économie mondiale pour 2024 : Une croissance à 3,2%](#)

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu inchangée mardi sa prévision de croissance mondiale pour 2024 à 3,2%, anticipant notamment une amélioration de la croissance en Chine et en Inde, mais confirmant les précédentes anticipations pour les économies avancées. Pour la troisième et dernière actualisation de son rapport annuel sur l'économie mondiale (WEO), le FMI a indiqué toujours s'attendre à une croissance de 3,2% pour 2024, améliorant légèrement sa prévision pour 2025 à 3,3% (+0,1 point de pourcentage). Le Fonds avait, d'ores et déjà, révisé à deux reprises, en légère hausse à chaque fois, ses prévisions pour l'année en cours depuis la publication de la version initiale du rapport, en octobre dernier.



[Lutte contre la criminalité financière](#)

[Convention entre la Justice et les Finances](#)

La Ctrf accédera aux bases des données du ministère de la Justice, y compris au casier judiciaire no 2»

Établie sur un arsenal juridique de taille, et sur l'évaluation des actions menées, la lutte contre la criminalité financière se renforce à travers l'édification d'une cohésion profonde entre les acteurs centraux. Elle rend forme à travers la signature de convention de coopération qui lie les organismes financiers ciblés par les différentes formes de criminalité, à savoir, le blanchiment d'argent, et le financement du terrorisme, pour ne citer que ceux-là.



Crédits à l'économie pour 2023

13 000 milliards de dinars dépassés

Les montants des crédits alloués à l'économie nationale par les banques de la place sont passés de 12 000 milliards de DA en 2022 à un peu plus de 13 000 milliards de DA en 2023, a indiqué, hier, le délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (Abef), Rachid Belaïd. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Rachid Belaïd a expliqué cette évolution par «une reprise de l'activité économique grâce aux encouragements mis en place par l'État pour soutenir l'investissement, lesquels rendent les projets présentés au niveau des banques plus rentables».



Le Sahara Blend au-dessus des 85 dollars

Un «bol d'air» pour l'Algérie

Avec un prix du pétrole de ce niveau, le pays est, en effet, assuré d'équilibrer ses finances et de mener à bon port les projets d'envergure qui ont été lancés.

L'argent, c'est le nerf de la guerre. L'Algérie qui a mis en route des projets de réalisations à caractère économique de premier plan (stations de dessalement de l'eau de mer, silos de stockage des céréales, voies ferrées, énergies renouvelables, mines, ports, logements...) sait de quoi il retourne.



Croissance économique mondiale : Les prévisions du FMI se confirment

Le Fonds monétaire international (FMI), a maintenu inchangée à 2,3 % sa prévision de croissance du produit intérieur brut réel mondial en 2024.

Dans sa dernière mise à jour de ses prévisions économiques pour cette année, le Fonds a relevé sa prévision de croissance du PIB mondial pour l'année 2025 de 0,1 point, le portant à 3,3 %, indiquant que l'économie mondiale se dirige vers une croissance modeste au cours des deux prochaines années, dans un contexte d'un ralentissement de l'activité aux États-Unis et atteindre les niveaux les plus bas du monde, en plus d'une augmentation de la consommation et des exportations en Chine.



La finance islamique gagne en efficacité

La finance islamique est une formule qui gagne en efficacité, selon le HCI, cependant des contraintes persistent et doivent être levées pour plus d'adhésion des citoyens algériens.

Si elle est récente, l'expérience de la finance islamique en Algérie avance bien. C'est ce que confirme, ce mercredi, Mohamed Boudjellal, spécialiste en finance islamique et membre du Haut Conseil islamique (HCI), au forum du quotidien Echaâb. Ce segment de financement de l'économie nationale a porté ses fruits mais quelques contraintes doivent être levées pour que le citoyen adhère à cette nouvelle formule conforme aux préceptes de la religion musulmane, affirme-t-il.



Le financement de l'investissement a évolué de 8% en 2023

Le financement de l'investissement a évolué de 8% en 2023 par rapport à la situation post Covid 19, et ce, grâce à la reprise de l'activité économique impulsée par les mesures incitatives engagées par l'État.

Cependant, ce financement repose essentiellement sur la maturation, la faisabilité et la rentabilité des projets financés. C'est ce qu'il ressort de l'intervention de Rachid Belaïd, délégué général de l'Association des Banques et Établissements financiers (ABEF), lors de son passage, mercredi, à la Chaîne III de la Radio nationale.



2 projets de décrets exécutifs liés à la prévention du blanchiment d'argent et financement du terrorisme examinés par le Gouvernement

2 projets de décrets exécutifs liés à la prévention interne du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme ont été examinés par Gouvernement, lors de sa réunion présidée ce mercredi par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui.



Évolution du dinar face à la devise

À la Banque d'Algérie, l'euro se fixe à 145.98 DA à l'achat et à 146.05 DA à la vente. Et le dollar américain s'annonce à 134.14 DA et à 134.15 DA à la vente.

Quant à la livre sterling britannique, elle s'annonce à 174.07 DA à l'achat et à 174.13 DA à la vente, tandis que le dollar canadien est à 98.22 DA à l'achat et à 98.26 DA à la vente.



ABEF : une hausse de 8 à 12% des crédits à l'économie nationale, en 2023

Le délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd, a affirmé ce mercredi, que les montants des crédits alloués à l'économie nationale, par les banques de la place sont passés, de 12.000 milliards de DA en 2022, à un peu plus de 13.000 milliards de DA, en 2023.

Belaïd, intervenant sur les ondes de la Radio nationale, a indiqué que «cette évolution, par une reprise de l'activité économique, grâce aux encouragements mis en place par l'Etat, pour soutenir l'investissement, lesquels rendent les projets présentés au niveau des banques, plus rentables».

Financement de l'économie: Les crédits en hausse de 8%

Le financement de l'économie nationale connaît une tendance à la hausse depuis la fin de la pandémie de Covid-19.

«Quand nous regardons de près les chiffres relatifs au financements de l'économie nationale par le système bancaire, l'on constate une évolution à la hausse de 8% par rapport à la période post-Covid 19, soit plus de 12.000 milliards de dinars en 2022 pour passer à un peu plus de 13.000 milliards de DA en 2023 », a indiqué, hier mercredi, le délégué de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd.



إجتماع الحكومة: دراسة عروض تخصص عدة قطاعات

ترأس الوزير الأول, السيد نذير العرابوي, يوم الأربعاء, إجتماعا للحكومة تناول مشروع مرسومين تنفيذيين يتعلقان بالوقاية الداخلية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب, بالإضافة إلى عروض تتعلق بمجالات السكن والفلاحة وأمن الطرقات, حسب ما أفاد به بيان لمصالح الوزير الأول.

وجاء في البيان: "ترأس الوزير الأول, السيد نذير العرابوي, يوم الأربعاء 17 جويلية 2024, إجتماعا للحكومة خصص لدراسة مشروع مرسومين تنفيذيين يتعلقان بشروط وكيفيات قيام الخاضعين بوضع وتنفيذ برامج الوقاية الداخلية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وكذا كيفيات التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص والكيانات الإرهابية والشطب منها والآثار المترتبة على ذلك, واللذين يندرجان في إطار تكييف المنظومة القانونية الوطنية مع الأدوات والالتزامات الدولية ذات العلاقة.



المفوض العام للجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية:

13 ألف مليار دينار.. قروض موجّهة للاقتصاد خلال 2023

كشف المفوض العام للجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، رشيد بلعيد، الأربعاء، أن قيمة القروض الموجهة للاقتصاد الوطني الممنوحة من طرف البنوك ارتفعت من 12 ألف مليار دج في عام 2022 إلى أكثر من 13 ألف مليار دج في 2023.

وأوضح بلعيد، عبر أمواج الإذاعة الوطنية، أن هذا الارتفاع راجع إلى "انتعاش النشاط الاقتصادي بفضل تحفيزات الدولة ومرافقتها للاستثمار التي تجعل المشاريع المقدمة للبنوك أكثر ربحية".



بنوك: القروض الموجهة للإقتصاد تفوق 13 ألف مليار دج في 2023

كشف المفوض العام للجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، رشيد بلعيد، يوم الأربعاء، أن قيمة القروض الموجهة للاقتصاد الوطني الممنوحة من طرف البنوك ارتفعت من 12 ألف مليار دج في عام 2022 إلى أكثر من 13 ألف مليار دج في 2023.

وأوضح السيد بلعيد عبر أمواج الإذاعة الوطنية أن هذا الارتفاع راجع إلى "انتعاش النشاط الاقتصادي بفضل تحفيزات الدولة ومرافقتها للاستثمار التي تجعل المشاريع المقدمة للبنوك أكثر ربحية".



رئيس "كوسوب" يوسف بوزنادة لـ"الشروق":

خطوات متسارعة بالبورصة لانضمام بنك عمومي ومتعاملين خواص

تمت مباشرة خطوات متسارعة لتعجيل انضمام متعاملين عموميين وخواص للبورصة على مستوى لجنة تنظيم ومراقبة العمليات، خلال الأشهر المقبلة، حيث يستعد بنك التنمية المحلية للولوج، إضافة إلى شركة ناشطة في قطاع الاتصالات، و3 مؤسسات صغيرة ومتوسطة، منها شركة ناشئة، كما تمّ تقديم طلب الاعتراف من قبل مسرع الشركات الناشئة، "ألجيريا فونتور" كمقيم في البورصة، في وقت باشرت "كوسوب" إجراءات عدّة لرقمنة تعاملاتها.

وفي السياق، يقول رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة، في تصريح لـ"الشروق"، إن الدولة الجزائرية تولي اهتماما كبيرا لرقمنة التعاملات المالية والتي تدخل في إطار تجسيد الالتزامات السامية لرئيس الجمهورية، إيماننا منها بأهميتها في تحسين كفاءة وفعالية القطاع المالي وتعزيز الشمول المالي.



توقيع بروتوكول تعاون لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب

وقّعت وزارتا العدل والمالية، اليوم الاثنين بالعاصمة، على بروتوكول تعاون يقضي بتعزيز تبادل المعلومات. لاسيما في مجال مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب.

ووقع على البروتوكول المدير العام بالنيابة للشؤون القضائية بوزارة العدل، عبد الرزاق بن سالم. ورئيس خلية معالجة الاستعلام المالي بوزارة المالية، محمد سعودي، بحضور إطارات القطاعين.

من جهته أكد بن سالم أنّ هذا البروتوكول يندرج في إطار التنسيق الوطني لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب. ولضمان التعاون وتبادل المعلومات بين الجانبين. مضيفا أنّ هذا الإتفاق سيسمح أيضا لخلية معالجة الاستعلام المالي. بالولوج إلى قواعد بيانات وزارة العدل من بينها صحيفة السوابق العدلية رقم 2. إلى جانب تعزيز التعاون الوطني بين مختلف الفاعلين في إطار مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب.

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Les banques se réveillent

● L'évolution a surtout marqué le secteur privé ● Le stock des crédits accordés aux entreprises privées est plus important que celui accordé aux entités publiques ● Une tendance qui n'est pas nouvelle puisque les banques publiques financent majoritairement le secteur privé, qui dépend à hauteur de 85% des fonds des banques publiques.

Les crédits à l'économie ont augmenté en 2023 par rapport à 2022. Ils se sont accrus de 10 000 milliards de dinars en une année passant de 12 000 milliards de dinars en 2022 à 13 000 milliards de dinars en 2023. C'est ce qu'a indiqué hier le délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid, sur les ondes de la Radio nationale (Chaîne 3). A travers cette hausse, la tendance haussière du financement de l'économie par les banques se confirme pour la dixième année consécutive même si beaucoup reste à faire pour répondre aux attentes des opérateurs économiques en matière de financement de leurs projets. « C'est une évolution non négligeable qui renvoie sur la reprise de l'économie nationale », a affirmé le représentant de l'ABEF à ce sujet. Et de préciser que l'évolution a surtout marqué le secteur privé. « Lorsqu'on analyse les chiffres de près, on constate une évolution de 12% pour le secteur privé et de 8% pour le secteur public. »

Cela pour dire que le stock des crédits accordés aux entreprises privées est plus important que celui accordé aux entités publiques. Une tendance qui n'est pas nouvelle puisque les banques publiques financent majoritairement le secteur privé qui dépend à hauteur de 85% des fonds des banques publiques. Ce qu'avait déjà fait ressortir la



PHOTO : DR

note de conjoncture de la Banque d'Algérie publiée en février dernier. En septembre 2023, sur un total de 10 703,64 milliards de dinars, les stocks des crédits octroyés à l'économie avait comme origine les banques publiques avec 9124,94 milliards de dinars (+5,44% par rapport à fin 2022) alors le stock des crédits octroyés par les banques privées, s'était élevé à 1575,71 milliards de dinars (+8,04 %). L'encours des crédits accordés au secteur public avait atteint 4553,7 milliards de dinars

à fin septembre 2023 (+4,67%), au moment où le stock des crédits accordés au secteur privé, y compris les ménages avait atteint 6149,94 milliards de dinars (dont 1185,46 milliards de dinars aux ménages), soit une croissance de 6,69%. Le chef de l'Etat a pour sa part déjà relevé ce point appelant en novembre dernier les banques privées à jouer le jeu du financement de l'économie nationale. « L'économie nationale doit également s'appuyer sur le secteur privé en s'auto-finançant sans

compter toujours sur les banques publiques », avait-il souligné. Il est également attendu des banques qu'elles misent sur l'innovation en proposant de nouveaux produits financiers. Le premier argentier du pays, Laaziz Faïd a d'ailleurs insisté sur ce point lors de la dernière assemblée générale (AG) de l'ABEF. Il a insisté sur l'intensification des efforts de manière à élargir et diversifier le financement de l'investissement.

Samira Imadilou

Banques : «une croissance de 8% des crédits à l'économie en 2023»

Pour la deuxième année consécutive, le financement de l'économie par les banques continue de croître. Rachid Belaid, délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (Abef), a annoncé une augmentation de 8 % des crédits à l'économie en 2023.

« Cette progression significative témoigne de la reprise de l'économie nationale », a déclaré M. Belaid lors de son intervention dans l'émission « L'invité de la rédaction » sur la Chaîne 3. Il a précisé que le volume des prêts accordés par les banques et établissements financiers est passé de 12 000 milliards de dinars en 2022 à plus de 13 000 milliards de dinars en 2023. Une hausse de 8% du financement de l'économie indique une reprise de l'activité économique. Les incitations mises en place par l'État pour soutenir l'investissement rendent les projets plus attractifs lorsqu'ils sont présentés aux banques. Les avantages fiscaux, parafiscaux, douaniers et la bonification du taux d'intérêt réduisent les charges financières des entreprises, facilitant ainsi l'accompagnement par les banques pour réaliser ces projets créateurs de richesse et de valeur ajoutée. Selon l'explication de Rachid Belaid, l'industrie et la transformation sont des secteurs prioritaires pour ces financements.

Les banques et les investisseurs ont identifié des secteurs stratégiques et financent les projets rentables et réalisables. Les dossiers présentés aux banques sont étudiés et soutenus lorsqu'ils sont jugés viables pour l'investisseur et le banquier. Le traitement des dossiers de financement est une

priorité pour les banques, qui n'ont aucun intérêt à retarder les projets. Bien que certains projets spécifiques nécessitent plus de temps pour être étudiés, les banques s'efforcent de traiter les demandes dans des délais raisonnables, contribuant ainsi à la réalisation de projets créateurs de richesses et de valeur ajoutée. Pour rendre les projets d'investissement plus matures, il est essentiel, de l'avis du responsable, « de suivre certaines étapes clés. En premier lieu, les projets doivent être présentés sous forme de dossiers complets et recevables, garantissant ainsi une évaluation approfondie ». Une fois les dossiers reçus, les équipes spécialisées prennent en charge le traitement et l'examen des projets. Cela se fait généralement dans un délai maximum de 30 jours, bien que certains projets complets puissent être traités plus rapidement. Il est crucial de ne pas attendre le dernier moment pour traiter les dossiers, car les projets bien préparés peuvent être finalisés avant la fin de ce délai. Après l'approbation, la phase de mise en place des crédits commence. Cela inclut la signature de conventions et la collecte des garanties nécessaires avant la mise à disposition des fonds pour l'investisseur.

Les garanties exigées par les banques, bien que parfois perçues comme excessives, sont essentielles pour la sécurité financière. « Elles incluent généralement l'hypothèque des terrains et des constructions, ainsi que le nantissement des équipements financés » a-t-il noté. Des garanties personnelles peuvent également être demandées, comme la caution solidaire des associés dans certaines structures juridiques. L'invité a précisé encore que les banques se concentrent sur la ren-

tabilité et la faisabilité des projets plutôt que sur l'activation des garanties. Elles évaluent soigneusement l'investisseur, le projet et le secteur pour minimiser les risques. En période de difficultés, les banques travaillent pour maintenir les projets et les emplois.

17 millions de cartes bancaires et postales en circulation

Le réseau bancaire algérien se développe avec 1 800 agences, visant à rapprocher les services des clients et à soutenir l'économie locale. Les banques innovent avec des produits comme le leasing et le capital-investissement. La baisse des taux d'intérêt et les aides de l'État encouragent l'investissement en réduisant les coûts financiers. Ces efforts combinés créent un environnement favorable au développement économique, rendant les projets d'investissement plus matures, sécurisés et rentables. Le service bancaire sera centralisé sur un portail unique permettant les paiements électroniques pour les services publics. Au 31 mai 2024, il y a plus de 17 millions de cartes bancaires et postales en circulation. Les banques encouragent les commerçants à adopter les terminaux de paiement électronique (TPE), avec une campagne de communication prévue pour septembre. Malgré quelques défis, les efforts se poursuivent pour concrétiser les initiatives annoncées et améliorer la satisfaction du client. La finance islamique et l'inclusion financière sont également des priorités pour réduire l'argent informel et intégrer les personnes à faible revenu dans le système bancaire.

Ilhem Tir

وفقا لتقديرات الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين

أزيد من 400 مليار دينار القيمة المؤمن عليها بمشاريع السكك الحديدية

• حجم أقساط شعبة التأمين على البناء والمخاطر الفنية يقدر بـ 10 ملايين دينار

قدر رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية، القيمة المؤمن عليها بمشاريع السكك الحديدية التي تم إطلاقها في الفترة الأخيرة بـ 400 مليار دينار جزائري (أو ما يعادل 2.98 مليار دولار). وكشف بن ميسية أن حجم الأقساط السنوية لشعبة التأمين على البناء والمخاطر الفنية في الجزائر يبلغ حوالي 10 ملايين دج، وأن الفرع يمثل حصة تقارب 7.5 بالمائة من سوق التأمين على الأضرار إجمالاً.



حفيظ صواليلي

• أشار بن ميسية في حوار صحفي إلى أنه "تم إطلاق مشاريع مهمة في قطاع السكك الحديدية مؤخرا، حيث تجاوزت القيمة المؤمن عليها في إطار هذه المشاريع 400 مليار دينار جزائري". وأكد بن ميسية في حوار نشر في العدد الأخير من مجلة "التأمينات" أن هذا النوع من المشاريع يتطلب تدخل عدة أطراف، ويتكون من عدة مراحل تؤثر في هيكل التغطية التأمينية. وتشمل هذه المراحل الجزء الخاص بالدراسات ونقل المواد والمعدات، وغيرها من الآلات والمنشآت، والجزء الخاص بالأشغال، بما في ذلك التخزين وإنشاءات الهندسة المدنية والمنشآت الفنية وتجميع وتركيب المعدات. وأوضح المسؤول نفسه "تتطلب التغطية التأمينية لهذا النوع من المشاريع، تقييما جيدا للمخاطر ووسائل إجراء المراقبة وزيارات للموقع، وذلك بهدف تحسين شروط الاكتتاب".

ويخصوص المشاريع الكبرى في القطاع المنجمي، أشار المسؤول ذاته إلى أن تغطية هذه المشاريع "تتطلب تعبئة قدرات مالية كبيرة وتشكل أحيانا درجة معينة من

الصعوبة إلى الخارج. وتوقع رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين نمو رقم الأعمال في شعبة التأمين على البناء خلال السنوات المقبلة؛ بفضل تسارع وتيرة الاستثمارات، خاصة في قطاعي السكن، الأشغال العمومية والري، وكذا السكك الحديدية.

ذلك التأمين الدولي، يعد أمرا "ضروريا" للتحكم في الالتزامات التي تم التعاقد بها. كما أكد بن ميسية أنه "تم وضع آلية للتأمين المشترك من قبل شركات التأمين الوطنية، في بعض المشاريع"، بهدف تعزيز القدرة المحلية والحد من اللجوء إلى سوق إعادة التأمين الدولية، وبالتالي تقليل تدفق العملة

التعقيد، خاصة في حال اللجوء إلى آليات التقسيم أو تقاسم المخاطر؛ على غرار إعادة التأمين أو التأمين المشترك أو مجمعات إعادة التأمين المشترك".

وفي سياق متصل، أفاد المتحدث أنه بالنسبة لشركات التأمين الوطنية التي تغطي هذه المشاريع، فإن استخدام إعادة التأمين، بما في



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger